



Saint-Germain-en-Laye
Sciences
PO

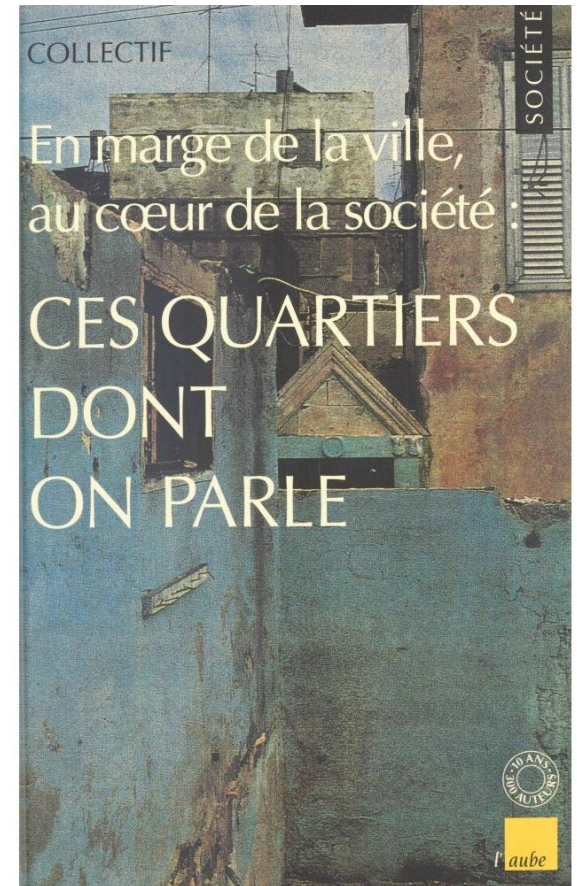
UNIVERSITÉS DE
CERGY-PONTOISE ET
VERSAILLES SAINT-QUENTIN-
EN-YVELINES

Pôle Ressources Ville & Développement social

Journée « Quel(s) sens donner à la Politique de la ville 40 ans après son lancement ? »

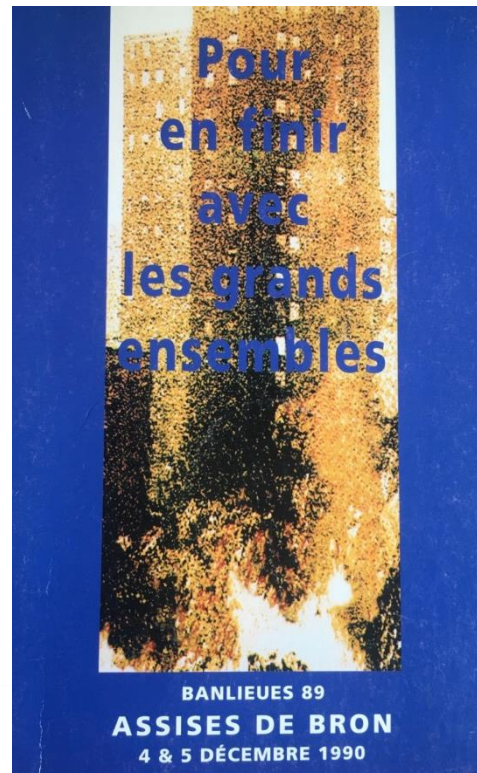
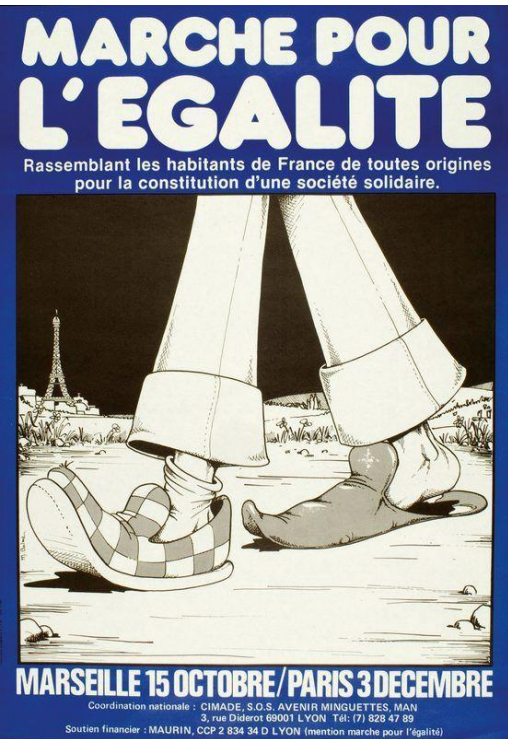
14 janvier 2020
Renaud Epstein

- 1. Ces quartiers dont on parle**
*mise en perspective historique
et stratégique*
- 2. Ces quartiers dont on préfère
ne plus parler**
l'actualité de la politique de la ville



Ces quartiers dont on parle

1980s-2000s : des quartiers qui incarnent la crise socio-urbaine...
 ... et reviennent régulièrement (sinon durablement) au sommet de l'agenda médiatique et politique



Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

Une politique née avec la décentralisation, qui en a fourni le mode d'emploi

- Un **diagnostic** territorial pour rapprocher les acteurs autour d'une lecture partagée des enjeux
- Une logique de **projet**, itératif et interactif, pour adapter en continu les politiques et les actions
- Un **contrat** pour institutionnaliser la coopération

Les fonctions successives d'une politique procédurale

- 1980s : expérimentation locale
- Début 1990s : modernisation & mobilisation de l'Etat
- Fin 1990s : territorialisation des politiques publiques à l'échelle de l'agglomération

La politique de la ville comme modèle

- 1980s : un prototype construit aux marges de l'action publique
- 1990s : diffusion géographique et thématique
- 2000 : de la marge à la norme (« Un territoire, un projet, un contrat »)

Coexistence dans la durée de référentiels concurrents

Enjeu

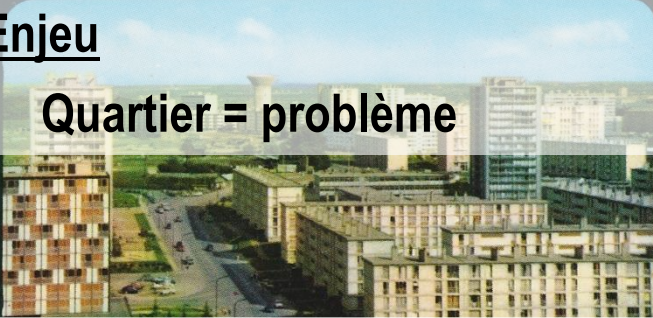
- Quartier = problème

Objectifs : égalité territoriale

- Moyennisation sociale (mixité)
- Banalisation urbaine

Actions

- Crédits spécifiques pour renforcer l'action publique
- Démolition-reconstruction



SARCELLES LES LOCHERES



Enjeu

- Quartier = ressources

Objectifs : droit à la ville

- Reconnaissance et valorisation des quartiers populaires
- *Empowerment* collectif

Actions

- Soutien aux initiatives et mobilisations collectives
- Co-construction et délégation des services publics aux associations



Enjeu

- Quartier = symptômes et laboratoires

Objectif : équité territoriale

- Transformer les politiques publiques pour assurer l'accès aux droits et à la ville
- Adapter l'offre des services publics aux besoins des territoires

Actions

- Etudes, recherches et évaluations
- Expérimentations inter-institutionnelles
- Interpellation politique

Enjeu

- Quartier = menace

Objectifs : ordre républicain

- Maintenir l'ordre public
- Affirmer les valeurs de la République

Actions

- Education civique
- Renseignement et lutte contre la radicalisation
- Aménagement sécuritaire



Enjeu

- Quartier = individus

Objectif : égalité des chances

- **Empowerment** individuel : susciter des ambitions et soutenir les talentueux
- **Lutte contre les discriminations**

Actions

- **Discrimination positive**
- **Soutien à l'entrepreneuriat**
- **Valorisation des parcours de réussite individuelle**

Déplacement de la ligne de fracture territoriale dans le débat public : entrepreneurs politiques et mouvements sociaux

CHRISTOPHE GUILLUY

LA FRANCE PÉRIPHÉRIQUE

COMMENT ON A
SACRIFIÉ
LES CLASSES POPULAIRES

« Mille éléments
décoiffants
qui méritent
d'être débattus. »
(Le Journal du Dimanche)

« Le seul livre que
devraient lire Hollande,
Valls, Mélenchon,
Bayrou, Juppé, Sarkozy. »
(Marianne)

« Une démonstration lumineuse. » *(Le Figaro)*

Flammarion



Ces quartiers dont on préfère ne plus parler

Saint-Germain-en-Laye
Sciences
po

UNIVERSITÉS DE
CERGY-PONTOISE ET
VERSAILLES SAINT-QUENTIN-
EN-YVELINES

16 OCTOBRE 2017 À GRIGNY

ETATS GÉNÉRAUX DE LA POLITIQUE DE LA VILLE



VIVRE ENSEMBLE
VIVRE EN GRAND
Pour une réconciliation nationale



« Je ne vais pas non plus vous annoncer un plan ville, un plan banlieue, parce que cette stratégie est aussi âgée que moi. Le premier plan de la sorte a été présenté en effet, par Raymond Barre, à peu près au moment où je naissais [...] Je crois qu'aujourd'hui, **poursuivre dans cette logique c'est vouloir poursuivre dans l'assignation à résidence, la politique spécialisée, une forme de politique de clientèle en quelque sorte, qui ne bougerait pas, qui serait allouée à certains quartiers.** » (E. Macron, 23 mai 2018)

Ciblage : mise en concurrence des souffrances territoriales

- La crainte du ressentiment de la « France périphérique » : ne pas faire apparaître les banlieues métropolitaines comme les bénéficiaires exclusifs de la sollicitude étatique
- L'égalité territoriale : un slogan de campagne habile
- Traduction institutionnelle :
 - Disparition d'une administration dédiée (CGET)
 - Réforme de la géographie prioritaire : l'extension symbolique vers les quartiers de la « France périphérique »

« La politique du territoire, la politique de la ville, elle concerne tout l'espace français. [...] Une politique des quartiers, ce n'est pas une politique des métropoles. [...] Un grand enjeu pour le mandat qui est le mien, c'est de permettre à chacun de penser qu'il est à l'égal de l'autre et qu'il n'y a aucune préférence pour certains quartiers par rapport à d'autres » (François Hollande, Auch, 2013)

Moyens : en finir avec un traitement préférentiel... qui n'a jamais existé

- La dénonciation d'une discrimination à rebours
 - Transposition de la critique conservatrice US de l'*affirmative action* : la discrimination positive territoriale comme faux-nez d'une discrimination positive ethno-raciale
 - Les petits-blancs de la France périphérique, « victimes innocentes » des choix d'élites urbaines xénophiles
 - Des privilèges indus : crédits spécifiques et accès aux opportunités métropolitaines
- La critique des « milliards pour les banlieues »
 - L'effet pervers des effets d'annonce (et du PNRU)
 - La grande inconnue : la répartition territoriale des crédits de droit commun
 - Des résultats d'études parcellaires mais convergents : les crédits spécifiques ne compensent pas l'inégale allocation des crédits de droit commun

Effets : l'échec de la politique de la ville ?

- Un jugement d'échec aussi ancien que la politique de la ville
- Un jugement d'échec étayé, année après année, par les résultats de l'observation statistique
- Les limites d'une évaluation fondée sur la mesure des écarts moyens QP / hors QP
 - Agrégation dans un jugement national de situations et de politiques territoriales contrastées
 - Imputation sans précaution des évolutions mesurées
 - Sas / nasse